

Notes de lecture de *Faire* – de François Fillon (Albin Michel, octobre 2015)

En introduction

Au fil de mes rencontres, une vérité s'est très vite imposée : la plupart des problèmes des Français ont une solution simple et pourtant ignorée de ceux qui les gouvernent, c'est la liberté. Et F.Fillon cite un agriculteur, un médecin, un constructeur de maisons (les normes), le directeur d'un centre de formation d'apprentis (adapter les horaires), un maire (les normes de sécurité des jeux pour enfants), les pharmaciens, des policiers municipaux (qui ne peuvent pas interpellé un délinquant). Les Français ne supportent plus le poids d'un Etat et d'un secteur public hypertrophiés. Je proposer de travailler trois ou quatre heures de plus pas semaine, partir à la retraite à soixante-cinq ans, remplacer l'indemnisation du chômage par une obligation de formation professionnelle, ; ce n'est pas du sang et des larmes. Le sang et les larmes c'est aujourd'hui pour six millions de Français qui sont au chômage total ou partiel, pour les travailleurs ou les retraités pauvres, pour les deux millions de jeunes Français qui ne sont ni à l'école, ni en formation, ni au travail...Je choisis la liberté et la vérité.

I La faillite

« L'Etat en faillite » : j'ai fait scandale en employant cette formule. Je persiste et signe. En septembre 2007, en Corse, des représentants du monde agricole prenaient successivement la parole et leurs déclarations étaient toutes des demandes de financement. Arriva le tour de Joseph Colombani, président de la FDSEA, qui martela ses exigences. J'eus soudain le sentiment que c'en était trop : « Je suis à la tête d'un Etat qui est en situation de faillite, sur le plan financier. Je suis à la tête d'un Etat qui n'a jamais voté un budget en équilibre depuis vingt-cinq ans. Ca ne peut pas durer. » Depuis, on a vu défiler des experts disant qu'un Etat ne pouvait pas être en faillite. On avait oublié que le Général de Gaulle, en 1958, avait pensé que l'alternative serait entre « le miracle ou la faillite ». Et en 2011, on a vu la crise des dettes souveraines.

La dette menace notre indépendance. Elle plombe notre activité et nos espoirs de croissance.

En 2011, le déficit public était passé de 7,1% du PIB à 5,2%. Les dépenses publiques avaient été stabilisées pour la première fois depuis 1960. L'objectif d'un déficit de 3 % était à notre portée pour 2013.

La dette a certes augmenté de 600 milliards d'euros lorsque j'étais Premier ministre. Ce fut la conséquence de la crise, pour éviter que nos concitoyens ne perdent un seul euro, pour que l'investissement ne soit pas totalement gelé. Cela n'a rien à voir avec l'endettement au fil de l'eau. Mon projet est radical mais guidé par le bon sens. Il est réfléchi. Ambitieux parce que réfléchi. Pour que la France devienne la première puissance européenne en dix ans, c'est un programme de compétition.

II J'ai tout aimé de la politique

Avant l'épisode « de la faillie », j'avais écrit *La France peut supporter la vérité*. Je ne me laisserai pas griser par les tentations de la démagogie.

Je me suis passionné pour la politique dans mon adolescence. Ce dont j'ai rêvé d'abord, c'est d'être guide de montagne, puis journaliste. A vingt-deux ans, Joël le Theule me demanda avec insistance, d'être attaché parlementaire. A son décès on m'encouragea à tenter de lui succéder. En 1981 je me retrouvai le plus jeune député de France. Dès quatorze ans, je m'étais découvert gaulliste. On mesure avec le temps à quel point la France était à cette époque un pays prospère et respecté. Je vibre quand la France rayonne, quand elle est vue comme un modèle. Je sais que le monde a changé. Aucune ligne Maginot n'arrêtera la mondialisation. Elle n'est un risque que si nous ne faisons rien. Le nouveau monde qui se dessine nous bousculera. Il fera la part belle à la création, à la réflexion, à la recherche, à l'innovation technologique, à la mobilité, à l'échange des cultures. Nous ne sommes pas un pays faible ; nous sommes un pays fort qui, trop souvent, méconnaît ses forces. Il n'y a pas de raison que nous ne soyons pas un jour, nous aussi, fiers de nous-mêmes, parce que nous n'aurons pas gâché nos talents.

III Liberté

Si je dois résumer mon projet en un mot, je choisis : liberté.

Nous sommes devenus incapables de résoudre un problème autrement que par une nouvelle interdiction ou une nouvelle contrainte baroque. Cette remarque que l'on prête à Pompidou, un jour où passait sur son bureau tout un tas de dispositions normatives : « arrêtez d'emmerder les Français ». Par exemple, les normes sur les voitures avec chauffeur, pour ne pas concurrencer les taxis. Mais N. Sarkozy lui a fait cette remarque : « tu sais François, la liberté, c'est Madelin, 4% ». Chateaubriand : « Les Français vont instinctivement au pouvoir ; ils n'aiment point la liberté ; l'égalité seule est leur idole. Or l'égalité et le despotisme ont des liaisons secrètes ».

La tradition politique dont je me réclame place au-dessus de toute l'indépendance et la grandeur de la France. Or un pays économiquement faible ne peut pas être politiquement fort. De Gaulle l'avait compris. La gauche a construit le mythe d'un de Gaulle keynésien voire cryptomarxiste alors que l'économiste sur lequel il se reposait, Jacques Rueff, s'est opposé pendant des décennies à Keynes.

Philippe Seguin, pour favoriser l'emploi, a supprimé l'autorisation administrative de licenciement. Quant à Margaret Thatcher, elle a été élue au terme d'une longue période de déclin ; les travaillistes avaient piteusement dû demander une aide financière au FMI. Quand Margaret Thatcher a quitté le pouvoir, le Royaume-Uni n'était plus l'homme malade de l'Europe.

Qu'on se rassure, mon projet n'est pas de déréguler à tout va ni de créer des fractures profondes dans notre société. Au contraire, j'ai le sentiment que ce désir de liberté est partagé par toutes les catégories de Français.

Le chômage, le code du travail, le contrôle de la recherche au nom du principe de précaution, la jeunesse qui s'exile en masse, un pays qui est à la merci d'une variation du taux d'intérêt, un pays où on détourne les enfants de milieu modeste des plus hautes aspirations, où les caricaturistes sont assassinés, où le Premier ministre peut dire « Houellebecq, ce n'est pas la France », un pays qui est l'un des plus condamnés par la Cour européenne des droits de l'homme pour atteinte à la liberté d'expression – est-on libre dans un tel pays ?

Nous ne redonnerons toute sa vitalité au modèle français qu'en remplaçant la liberté en son cœur : liberté de travailler, de tirer profit de son travail, de chercher, d'innover et de s'exprimer.

IV Aux origines

Quelques pages sur ses parents et grands parents et son attachement à la Sarthe.

V Les sentiers et les circuits

Quelques pages sur son amour de la montagne et de l'alpinisme puis du sport automobile.

L'alpinisme est fait de lenteur et de méditation, le pilotage de vitesse et de concentration.

En démocratie, les hommes politiques sont des compétiteurs. Mais gagner une élection n'est jamais une fin en soi. Les vertus du vainqueur ne sont pas forcément celles de celui qui gouverne, qui représente, qui décide dans le temps long d'un mandat.

VI « Pourquoi feriez-vous demain ce que vous n'avez pas fait hier ? »

Nous n'avons eu qu'un seul exemple d'un président élu sans avoir auparavant exercé de responsabilités ministérielles, même les plus humbles : c'est celui de François Hollande et cet exemple ne plaide pas en faveur de l'inexpérience. Il ne connaissait que l'expérience d'un département où sa gestion avait reposé à plein sur le couple infernal subvention-endettement. Le degré d'impréparation – pour ne pas dire d'amateurisme – de cet homme et de ses équipes est allé loin.

Quant à moi, je me suis efforcé de faire aboutir des réformes qui étaient déjà dans l'esprit du programme de redressement que je présente aujourd'hui, avec les moyens dont je disposais. J'ai mené à bien la privatisation de France Télécom, une première réforme des retraites en 2003, une loi sur l'école qui fait encore référence. Une fois, j'ai dû reculer devant l'opposition de J. Chirac, lorsque j'ai voulu réformer le baccalauréat : j'ai toujours défendu la primauté du président de la République. Dans le passé, certains Premiers ministres ont cru qu'ils pourraient mener une politique en leur nom en bousculant l'Elysée ; à chaque fois, cela s'est mal terminé car tel n'est pas l'esprit des institutions.

Le bilan des cinq années du précédent mandat est à la fois celui du président et le mien ; je ne le renie pas. Ce bilan : un grand mouvement de réformes lancé au sein de nos structures administratives, le service minimum pour les transports, le statut d'autoentrepreneur, les banques et l'épargne des Français sauvées, la France au premier rang des négociations internationales – et cela après le vote Non au référendum sur l'Union européenne et après les émeutes dans les banlieues de 2005. Au cours du quinquennat, la France est redevenue la cinquième puissance mondiale, devant le Royaume-Uni qui a beaucoup souffert de la crise. Aujourd'hui, c'est la France qui fait figure de mauvais élève.

Cet échec était programmé, tout entier contenu dans l'imposture de la campagne présidentielle de François Hollande, amplifiée par l'ignorance et l'aveuglement idéologique de la majorité socialiste, comme en témoigne l'incroyable affaire de la pénibilité. La gauche a combattu toutes les réformes sur les retraites depuis trente ans. Aujourd'hui, cette loi, qui lie les droits à la retraite à la pénibilité, sera une source de frustrations, d'injustices et d'interminables contentieux.

VII Avec Nicolas Sarkozy

Beaucoup de choses ont été dites sur l'état des relations entre Nicolas Sarkozy et moi. Nos rapports ont été solides et francs. Nous avons eu des désaccords et même des discordes. Nous avons su les solder en tête à tête. A deux reprises, j'ai offert ma démission, mais dans le secret de nos entrevues. Rien n'a filtré. A chaque fois, il a écarté cette hypothèse. Nos frictions les plus pénibles furent au début du quinquennat. Puis il cessa de prêter l'oreille à certains de ses conseillers qui semblaient consommer un temps précieux à l'exciter contre moi. Quant à la différence de tempérament, elle semblait appréciée de l'opinion. Mais la réalité était parfois différente de ce qui était perçu. J'ai vu N. Sarkozy souffrir et douter, parfois étrangement pondéré ; sensible, prévenant ; soucieux d'honorer de vieilles promesses. Sur certains sujets – trente-cinq heures, réforme des retraites, réduction des déficits –, j'aurais voulu que nous allions plus loin. Il lui répugnait de ne pas être aimé. La hantise qu'il avait de son image freina sa capacité de mouvement.

Quelques pages sur l'histoire de ses relations avec Nicolas Sarkozy depuis que l'un et l'autre ont été élus députés ; ensemble dans le gouvernement de Balladur (« son aptitude - de Balladur -à gouverner me paraissait exemplaire ») ; puis ensemble dans l'état-major du RPR.

Ensemble dans le gouvernement de J.P. Raffarin où nous fûmes parfois en compétition (au sujet de l'immigration notamment) jusqu'à nous confronter en décembre 2003 au sujet de la « discrimination positive », idée lancée par N. Sarkozy, une notion inconcevable d'un point de vue technique, juridique et politique. Un de ses lieutenants, encore totalement inconnu, m'attaqua avec une violence que je ne pouvais laisser sans réplique. Le même en 2007 a distillé des pseudo confidences propres à mettre de l'huile sur le feu. En janvier 2004, un apaisement rapide fut scellé par un déjeuner en tête à tête.

Nous étions d'accord pour penser que J. Chirac gouvernait de façon trop attentiste. Nous avions de bons rapports avec A. Juppé. Il a dû s'écarter. J'ai décidé de soutenir N. Sarkozy dans la préparation de l'élection de 2007. La victoire fut sa victoire mais aussi une victoire intellectuelle pour la droite.

Pourquoi cette dynamique éclatante s'est-elle brisée ? En 2012, N. Sarkozy n'a pas été battu sur son bilan. Il a été battu parce que le charme était rompu. Sa campagne fut à quitte ou double : brûlante, décousue, irascible. Qu'il ait pu perdre alors même que le pays dans ses profondeurs était à droite, qu'il ait été battu par un candidat jugé flou et mou, cela montre que la partie n'était pas gagnable.

Portée par l'antisarkozisme, l'élection de François Hollande a été en trompe-l'œil. Résultat : une action poussive et désordonnée qui n'ose affirmer un cap, qui fonctionne à coups d'annonces et de démentis, où toute avancée est suivie de reculs.

VIII A quoi sert le Premier ministre

Mon modèle n'était pas Jacques Chirac mais Pompidou, Messmer et Raymond Barre.

Matignon est un carrefour où se tissent les liens entre le président, le Parlement, le gouvernement et entre le politique et l'administratif.

La situation la plus délicate survient lorsque le président ou son entourage désavoue ou défait ce qui a été cousu laborieusement à Matignon. Ce n'est pas fréquent et ce n'est de l'intérêt ni du président ni du Premier ministre. Nicolas Sarkozy n'a jamais désavoué l'une de mes décisions. Matignon, c'est le service quotidien de l'Etat. A Matignon la tactique, à l'Elysée la stratégie. Contrairement à ce que je pensais

jadis, mon expérience m'a convaincu qu'il n'y a pas lieu de modifier la Constitution pour expliciter ou modifier l'équilibre entre Matignon et l'Elysée.

IX Reprendre la maîtrise de notre destin

Je chiffre à 110 milliards d'euros d'économies entre 2017 et 2022 l'effort que nous devons fournir pour redresser nos finances publiques et commencer à se désendetter. D'autres pays ont fait l'équivalent : l'Allemagne, la Suède, le Canada, la Nouvelle Zélande. Nous avons diminué le rythme de croissance des dépenses. Les dirigeants socialistes ont mis par dogmatisme un coup d'arrêt à ce redressement : fin brutale du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, création de 60 000 poste dans l'Education nationale, de 200 000 contrats aidés dans le secteur non marchand, abrogation du jour de carence dans la fonction publique, suppression du conseiller territorial, etc.

Mes engagements :

- 22% de la force de travail en France est employé par le secteur public, contre 11 % en Allemagne, 18 % au Royaume Uni qui a décidé de les diminuer d'un million d'ici 2017. En France, 5,6 millions en 2013. Pour diminuer les effectifs du secteur public, augmenter le temps de travail de 35 à 39 heures. Rétablir le jour de carence, revoir les déroulements de carrière, recruter des contractuels là où le statut de la fonction publique n'est pas justifié.
- Recentrer les services publics là où ils sont efficaces. Revoir les aides, notamment les aides au logement (qui font monter les prix).
- Ramener le nombre d'échelons des collectivités territoriales de quatre à deux. La réforme du périmètre des régions est une incroyable improvisation, du jamais vu dans l'histoire de la République ! Elle rend impossible la suppression des départements.
- Garantir l'équilibre des comptes sociaux.
- Porter l'âge légal de la retraite à 65 ans.
- Sur la fiscalité : en priorité alléger les charges des entreprises ; simplifier le CICE ; supprimer de multiples taxes sur salaires. Ces allègements sont de 50 milliards d'euros. Ils seront compensés par une augmentation de 3,5 % des taux supérieurs de la TVA et par les économies
- Renforcer le pilotage et l'évaluation des dépenses publiques : inscrire l'équilibre des finances publiques, y compris des finances sociales, dans la Constitution. Réserver les modifications de la fiscalité aux lois de finances.

X L'allocation sociale unique

Maire de Sablé, j'avais créé une allocation différentielle, qui rémunérait un travail d'intérêt communal pour que personne ne touche moins de 3000 francs. Mais c'était contraire à la loi. Et ce n'était pas très stimulant. Il faut une réforme telle que celui qui travaille ait, tout compris, un revenu toujours supérieur au revenu de celui qui ne travaille pas. Sur ce principe, mon gouvernement avait créé le RSA. Tentative insuffisante : complexité, quelques effets pervers.

Je propose un allocation sociale unique qui se substitue au RSA, à la prime pour l'emploi, à l'allocation de solidarité spécifique, à l'allocation de parent isolé, au chômage de longue durée, à l'allocation d'adulte handicapé, au minimum vieillesse, au minimum d'invalidité et à l'allocation logement. Un seul dossier, un seul guichet. Ce sera difficile à faire passer ! Mais, à droite, nous devons avoir le courage de bousculer les conservatismes et de sauver notre système désormais menacé.

XI Objectif plein emploi

La dernière année de plein emploi (c'est-à-dire un taux de chômage de 5 %) remonte à 1979 !

- L'utopie des 35 heures sera abandonnée. La loi fixera la seule durée maximum du travail hebdomadaire selon la norme européenne de 48 heures. Ce sont les accords collectifs d'entreprise qui définiront le seuil de déclenchement des heures supplémentaires, l'annualisation ou la modulation du temps de travail annuel et les compensations salariales éventuelles. Dans la fonction publique, 39 heures avec des revalorisations salariales ciblées.

- Le droit du travail : réécrire le code du travail en le concentrant sur ce qui relève des normes sociales fondamentales. Faciliter l'adaptation des entreprises à leur contexte en introduisant le motif de « réorganisation de l'entreprise » dans les procédures de licenciement collectif.
- Le dialogue social : l'orienter en fonction de l'objectif prioritaire : la pérennité de l'entreprise. Redynamiser et revaloriser la représentation syndicale. L'entreprise pourra simplifier les instances du dialogue social. Ne pas acheter la paix sociale par une augmentation trop rapide des salaires. Relever les seuils sociaux de 10 à 50 salariés et de 50 à 100.
- Formation en alternance et apprentissage : l'augmenter massivement. 100 000 élèves sortent chaque année du système scolaire sans le moindre diplôme. La sacralisation de la voie classique symbolisée par le « collège unique » a freiné depuis quarante ans le développement des voies professionnalisantes. Sous F. Hollande, le nombre d'apprentis a baissé de 25 % de 2012 à 2014 ! au profit des emplois aidés. - - - - Placer sous l'autorité des régions et des branches professionnelles les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis, unifier l'ensemble des aides à l'apprentissage, revoir les principes d'affectation de la taxe d'apprentissage pour plus d'efficacité »...
- L'indemnisation du chômage : un taux de remplacement inférieur à 75 % (au lieu de 90 %) et dégressif. Engager une réforme profonde de la formation professionnelle (30 milliards d'euros) pour l'orienter vers les secteurs porteurs.
- Réforme des taxes qui brident la compétitivité, l'investissement l'emploi : réduire l'impôt sur les sociétés, supprimer 15 milliards de taxes diverses. Abolir le stupide impôt sur la fortune. Il a détourné des milliards d'investissements au profit de la Grande-Bretagne, de la Belgique, de la Suisse, des Etats-Unis. Le bouclier fiscal de 50 % a empoisonné tout le quinquennat de N. Sarkozy – surtout quand la DGI a fait des chèques en faveur de grandes fortunes !
- Revoir le mécanisme de revalorisation du SMIC. Remplacer les hausses de salaires par une participation ou un intéressement aux résultats, avec un nouveau dispositif pour garantir la liquidité.
- Revoir les relations des entreprises avec le fisc : des « contrats de partenariat », comme il en existe au Royaume Uni pour garantir un minimum de sécurité fiscale.
- Soutenir davantage l'innovation : renforcer le crédit d'impôt recherche ; aider les étudiants et les chercheurs à créer des entreprises innovantes.
- Le « principe de précaution » doit laisser la place à un « principe de responsabilité » : il faudra oiyr cela une réforme constitutionnelle.
- Orienter l'épargne vers le financement de l'économie, à l'image de l'Employment investment scheme au Royaume Uni.

XII Croire au progrès

Nous sommes devenus précautionneux et craintifs : le nucléaire, les OGM, le gaz de schiste, les nanotechnologies, la mondialisation et même le voisin de palier. Attitude mortifère, contraire à l'esprit français. Ce n'est pas la première fois que la France est au bord du gouffre et a su se redresser : en 1889 : crise financière, économique, morale (le scandale de Panama), politique (le général Boulanger) ; et pourtant le culte de l'innovation est si fort qu'il portera la France à l'apogée de sa prospérité en 1900. En 1958 : réduction drastique de la dépense publique, rétablissement spectaculaire du budget, expansion sans précédent. Certes il ne faut pas croire naïvement au progrès. Mais ses imperfections peuvent être corrigées par le progrès lui-même. L'écologie, c'est non pas moins, mais plus de technologie.

Le Grenelle de l'environnement fut un vrai succès politique mais l'abandon de la recherche sur les OGM nous coûtera cher. L'idéologie écologiste est dogmatique.

Cet absurde principe de précaution aurait fait de Pasteur un délinquant. Au nom de ce principe la France vient de renoncer à une indépendance énergétique totale qui était pourtant à sa portée (Fessenheim et gaz de schistes). Le vent du progrès soufflera ailleurs, soyons en sûrs.

La recherche a besoin de liberté. Les Etats-Unis ont toujours été une destination privilégiée pour nos scientifiques et d'autres pays aussi, maintenant, qui leur offrent liberté et contrats.

Nos atouts sont immenses : le nombre et la jeunesse de la population, la productivité des salariés, l'éducation, la formation et la recherche, les infrastructures, les entreprises d'envergure mondiale, l'autonomie alimentaire, l'indépendance énergétique avec l'énergie nucléaire, nos forces armées ; notre culture, la beauté de la France.

Nous avons un champ fertile ; nous avons des talents et nous les gâchons.

XIII L'éducation

Notre école a été pendant des décennies l'une des grandes fiertés nationales. Par contraste avec ce âge d'or, le présent inspire un sentiment de déclin, de crise latente. Beaucoup de professeurs doutent de leur vocation. Inverser ces tendances est un enjeu vital. Vital pour nos performances économiques, vital pour redonner confiance en l'avenir, vital pour transmettre les valeurs qui nous rassemblent. Il faut s'appuyer sur nos forces, c'est-à-dire les enseignants, depuis la maternelle. Nous ne referons pas l'école d'autrefois. La France a connu une grande crise de la notion d'autorité. Le chômage des jeunes rompt la continuité entre école et travail. La France a récemment accueilli un grand nombre de personnes dont l'héritage spirituel est profondément différent du sien. Et s'ajoute la révolution technologique Internet. Cela pose des questions fondamentales que nous n'avons pas regardées en face, préférant l'excuse sociologique : l'effort demandé par tout apprentissage est apparu comme un traumatisme insoutenable. Le quinquennat de N. Sarkozy peut nous laisser un goût amer de rendez-vous manqué car il n'a pas réussi à nouer un lien fort avec le milieu du savoir. Mais en matière de rendez-vous manqué, le quinquennat de F. Hollande est allé beaucoup plus loin quand il a présenté la modification des rythmes scolaires comme la réforme du siècle, quand, par antiélitisme primaire, il a désigné à la vindicte les professeurs des classes préparatoires, quand il a introduit à l'école les dernières controverses sociétales à l'agenda du Parti socialiste, quand il a supprimé l'enseignement du grec et du latin et les classes bilingues. Je vois dans toutes ses orientations les symptômes d'une pensée qui marche sur la tête.

Notre système a besoin de liberté, de diversité, d'autorité. Des établissements dotés d'une plus grande autonomie notamment pour le recrutement de personnels, dont les enseignants, et la définition des règles de discipline. L'Etat doit édicter les principes généraux, édicter les programmes, fixer le niveau des professeurs, certifier les examens nationaux. La liberté créera la diversité. Pourquoi vouloir tout changer partout au même rythme ? La responsabilité des directeurs renforcera leur autorité ; sans voir à en référer à toute une hiérarchie, ils pourront par exemple obliger à porter une tenue uniforme. De partout on sent monter dans notre société cette exigence de discipline.

Il serait honnête que l'on reconnaisse à leur juste valeur les mérites de l'enseignement privé dans l'histoire de la vitalité intellectuelle de la France, au lieu de le laisser systématiquement dans l'ombre. Il serait intéressant de demander aux ministres de l'actuel gouvernement où leurs enfants sont ou ont été scolarisés. Nous devrions desserrer le carcan qui limite sa part, depuis 25 ans, à 20 %

Mon projet : abaisser à cinq ans l'âge de la scolarité obligatoire, limiter à cinq le nombre de professeurs par classe au collège, retarder les épreuves du brevet et du bac pour que l'année scolaire soit pleine ; revaloriser le bac en le concentrant sur quatre épreuves, les autres faisant l'objet de contrôles continus ; faire de l'apprentissage une voie d'excellence avec de bons débouchés professionnels. Former des conseils d'administration présidés par une personnalité extérieure et co-présidés par un représentant des parents d'élèves.

Ce n'est pas de moyens supplémentaires que l'école a besoin. Nous augmenterons la rémunération des enseignants à qui on demandera une présence plus grande dans l'établissement et une bivalence.

XIV La foi

Je suis catholique. Les notions de pardon, de charité, de transcendance ont à mes yeux une valeur très forte dans un monde où la violence, le ressentiment, l'absence de pitié minent les rapports humains. La religion est une formidable tentative pour humaniser une humanité désespérément sauvage. J'ai eu des liens très forts avec des hommes d'Eglise qui m'ont marqué par leur humanité : l'abbé Dubois et Georges Lemaître qui me disait que le regard de biologiste qu'il portait sur la vie accroissait son émerveillement devant la Création. Chaque année, je rends visite aux moines de l'abbaye de Solesmes.

Je garde un souvenir étrange d'une polémique que j'avais involontairement déclenchée. Au sujet des abattoirs rituels, j'avais dit que les religions avaient intérêt à actualiser certains de leurs prétendus dogmes. Les représentants de trois religions monothéistes les condamnèrent à l'unisson, disant que la politique n'avait pas à se mêler de religion. Pourtant, sur ce point comme sur d'autres, les religions ne peuvent pas se considérer comme des enclaves inaccessibles à tout débat.

Lorsque la nation s'interroge sur les questions fondamentales, il importe que le point de vue des religions ne soit pas ignoré. J'ai regretté la brutalité avec laquelle le mariage pour tous a été instauré. F. Hollande a cru mettre ses pas dans ceux de F. Mitterrand abolissant la peine de mort. Ce fut une grande erreur de jugement. Il n'a réussi qu'à exaspérer les tensions. Je proposerai une nouvelle écriture de la loi Taubira

pour éviter tout franchissement d'une ligne rouge : la procréation médicalement assistée et la gestation pour autrui car il n'y a pas de droit à l'enfant. Cette notion est profondément malsaine. Elle procède d'un incroyable égoïsme. Le rôle d'un président de la République n'est pas d'affaiblir un pays en créant maladroitement, tel un apprenti sorcier, les conditions d'une radicalisation de la société.

XV Paysans de l'Ouest

C'est le titre d'un ouvrage de l'historien Paul Bois, paru en 1960 qui cherchait à montrer que les structures économiques et sociales déterminent les choix politiques.

J'ai toujours accompagné les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires de ma région. En 1986, la création du premier label rouge de viande bovine. Des agriculteurs, j'aime la profondeur, la sagesse, le sens de la vie. Evidemment, ils ne peuvent qu'être humiliés par les milliers de règlements et cette avalanche de contrôles. Ces territoires ont leur avenir. L'agriculture française est un des meilleurs atouts de notre pays. Elle nous assure notre indépendance alimentaire et une très bonne sécurité sanitaire. La première chose à faire pour ces territoires consiste à leur dire la vérité et à bâtir avec eux un nouveau contrat tourné vers l'avenir. Créer un réseau à très haut débit ; une nouvelle organisation du territoire : donner aux communautés de communes une vraie dimension politique avec une légitimité démocratique. L'organisation de l'éducation et de la santé doit aussi être repensée. Il faut aussi de bons réseaux de transport. L'opposition des écologistes pose désormais un grave problème à notre pays – notamment l'aéroport Notre Dame des Landes qui reliera un territoire de plusieurs millions d'habitants à l'Europe et au reste du monde sans avoir à passer par les aéroports parisiens. Et c'est une grave atteinte à l'autorité de l'Etat, qui a fait école au barrage de Sivens ou contre un projet de centre de loisirs en Isère.

XVI L'autorité

L'autorité n'a pas besoin de l'excès. La première raison de la crise de confiance réside dans l'impunité de ceux qui transgressent les lois dont ils sont le garant. Aujourd'hui, quand éclate un scandale, le premier réflexe des responsables politiques est de faire bloc. Je reste sidéré par les commentaires que j'ai pu lire à l'époque de l'élection de Jean-François Copé à la tête de l'UMP. Tous les récits qui ont été donnés par la suite ont montré quelle n'a été possible qu'en recourant à des fraudes massives. On me reprochait ma naïveté tandis qu'on louait J.F. Copé dont l'absence de scrupules avait montré qu'il avait les qualités d'un vrai chef. On donna en exemple le Parti socialiste où l'élection de Ségolène Royal avait été volée au nom de l'intérêt supérieur des forces coalisées contre elle.

La multiplication des affaires judiciaires touchant les responsables politiques finit par lasser une opinion publique qui pense que tous les hommes politiques sont corrompus. Débusquées par les médias, les affaires sont rarement instruites jusqu'au bout mais pas une ligne des procès-verbaux des interrogatoires n'échappe à la publication. Un jeu de massacre permanent qui ne profite qu'à l'extrême droite.

Le rétablissement de l'autorité passe par une modernisation de notre système judiciaire. La justice a besoin de moyens en hommes. Les magistrats doivent être formés dans les universités pour assurer la diversité de leur recrutement. Leur indépendance doit être renforcée à l'égard du pouvoir. Police et gendarmerie doivent être mieux équipées, mieux considérées. Les polices municipales doivent devenir des polices à part entière. Le temps de travail doit être allongé. Les caméras de surveillance seront plus nombreuses.

La sécurité routière est une priorité nationale. Le contrôle routier ne sera jamais populaire. Il faut faire respecter les règles. Inutile d'en rajouter (comme la circulation à 80 km/heure).

Je ne crois pas aux solutions nostalgiques comme le rétablissement du service militaire : c'est matériellement impossible et les appelés ne pourront pas répondre aux nouveaux besoins des armées.

L'autorité dans une vraie démocratie en appelle à la responsabilité individuelle et notamment à la responsabilité des familles que rien ne remplacera jamais dans la construction de l'être humain, dans son apprentissage de l'autorité et du respect. La force de la réaction au projet farfelu d'introduire la théorie du genre dans les manuels scolaires s'explique par l'exaspération de voir l'Etat s'immiscer partout.

L'étatisme de la majorité socialiste est aux antipodes de ma conception de l'autorité. Toujours plus de contrainte et de suspicion pour les honnêtes gens, toujours plus de laxisme et de compassion dévoyée pour les vrais délinquants. Le duo infernal composé par Manuel Valls et Christine Taubira est malgré les apparences totalement complémentaire : caporalisation et déresponsabilisation. Impunité des délinquants et culpabilisation sournoise de ceux qui n'ont rien fait : aucune société ne peut y résister.

XVII Les lois de l'hospitalité

Lors d'une visite dans une école primaire, au cours d'un échange avec les élèves, une question m'est posée sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Un enfant de six ou sept ans m'apostrophe : « Si elles travaillent, comment on va les surveiller ? ». Dans certains quartiers le comportement des enfants et des jeunes est devenu insupportable : incivilités, agressions, insultes, bousculades ; et puis la disparition des commerces remplacés par des boucheries halal et épiceries orientales : « On n'est plus chez nous ». La France connaît l'immigration. Ce fut parfois dur mais Polonais, Italiens, Espagnols, Portugais se sont intégrés et sont devenus plus français que bien d'autres. Aujourd'hui, l'échec de l'intégration trouve son origine dans les années 1970, quand le chômage commence à s'installer. Début d'un processus de ghettoïsation que le parti communiste affaibli ne sait plus encadrer. Aujourd'hui, l'échec est cruel. Dans la belle manifestation qui a suivi les attentats de janvier 2015, où étaient les musulmans et leurs représentants ? L'occasion était unique d'organiser un vrai débat sur notre identité. Occasion manquée ! Nous nous sommes trompés sur le slogan. Il fallait dire, non pas « je suis Charlie » mais « Je suis France ». Le maire de Montfermeil : « il y a vingt ans, les mères d'élèves venaient en jeans aux fêtes de l'école publique. Nous nous embrassions. Dix ans plus tard, elles étaient voilées et nous serraient la main. Aujourd'hui, elles ne sortent que rarement de chez elles. » Un glissement est en train de se produire, menaçant.

Les efforts des maires restent vains en raison de l'afflux d'immigrants qui saturent les capacités d'accueil et de soin. Notre devoir est d'intégrer ceux qui sont nés dans notre pays et ceux qui y sont légalement installés. Le flux de nouvelles entrées doit être sérieusement réduit.

Je veux que le Parlement délibère chaque année des quotas de référence pour l'ensemble de l'immigration légale.

L'immigration doit cesser d'être une charge pour la nation. Je propose de subordonner l'accès aux prestations sociales à deux ans de résidence régulière en France., de supprimer l'aide médicale d'Etat, qui a été détournée de son objectif, et de la remplacer par une dispense de frais de santé temporaire et limitée aux urgences ne pouvant être traitées qu'en hôpital.

Le droit d'asile est détourné par des migrants qui abusent de nos procédures. En 2014, 70 000 demandes ont été déposées, 80% ont été rejetées mais seulement 5% des débutés ont quitté la France.

Je suis attaché à la liberté de circulation au sein de l'Union européenne mais le contrôle des frontières européennes doit devenir effectif.

L'acquisition de la nationalité française suppose une adhésion volontaire à notre nation.

Il y a toujours eu des lois de l'hospitalité. Ces lois valent pour ceux qui accueillent comme pour ceux qui sont accueillis. Elles relèvent du bon sens et de la raison. Et pourtant elles sont oubliées de toutes parts : par ceux qui prônent un accueil inconditionnel, par ceux qui se plaisent dans un comportement vexatoire à l'égard des étrangers ou des Français d'origine étrangère, par ceux qui, venus d'ailleurs, exigent que la France se conforme à leur propre manière de vivre. Entre pusillanimité délirante et agressivité mal placée nous avons perdu le sens et la mesure des choses.

Ce dont les Français ont peur, c'est que la présence de musulmans nous conduise à changer notre manière de vivre, notre coutume et jusqu'à notre loi. Cette peur ne repose pas sur rien car ce discours qui demande toujours plus de concession sur la laïcité, sur l'égalité homme-femme, sur la production alimentaire, il existe.

La religion musulmane doit accepter la laïcité.

La laïcité, ce n'est pas empêcher les gens de vivre correctement leur foi. C'est l'idée que les règles de la société proviennent de la raison et non de commandements divins dont on a vu qu'ils peuvent être instrumentalisés pour déclencher des guerres puisque les hommes en ont des interprétations différentes.

XVIII L'impasse du front national

Face au Front national, l'anathème est vain. Il faut parler le langage de la raison, de la vérité, de l'analyse. Tous les électeurs du FN ne sont pas des nostalgiques du maréchal Pétain. Les partis politiques, de droite comme de gauche, doivent faire leur mea culpa. On a promis trop de rêves. Il est étrange que ce soit le FN qui en profite. Regardons cette folle synthèse de vieilles lunes traditionalistes et de thèses d'extrême gauche. Il rejette la responsabilité de tout ce qui ne va pas sur des boucs émissaires, l'étranger et l'Europe. Il défend une politique de dépenses publiques totalement irréaliste, un programme délirant qui conduit à

la ruine des retraités, des petits épargnants et des petits patrons, qui, pourtant, sont les plus tentés par le FN. En janvier 2015 la victoire de l'extrême gauche en Grèce a été accueillie en France par les médias avec un enthousiasme plein de légèreté ; les compliments les plus dithyrambiques vinrent du FN. Celui-ci veut aller encore plus loin qu Syriza, en sortant de l'euro. Or l'économie grecque a encore ralenti au début de 2015 et Syriza a abandonné toutes ses revendications.

Le FN promet de relever les salaires des fonctionnaires, d'avancer l'âge de la retraite, de renationaliser l'économie, d'abandonner la PAC, de remettre des droits de douane – tout cela conduira à la dépression économique. Sans compter l'impact catastrophique d'une période de graves désordres sociaux.

Il faut dénoncer les accointances avec la gauche. C'est ancien : Mitterrand ne s'est jamais désintéressé des voix d'extrême droite. Sur la promesse secrète d'une future amnistie, Salan appela à faire élire Mitterrand plutôt que Giscard d'Estaing. Dans les années 80, Mitterrand donna un formidable coup de pouce au FN avec l'élection des députés à la proportionnelle. Cette force d'extrême droite fut pour nous un énorme fardeau. Situation comparable à celle qu'a connue Mitterrand à côté du parti communiste. Mais, pour nous, la question d'une alliance avec l'extrême droite ne s'est jamais posée.

Les candidats et élus FN se révèlent froidement déterminés, provocateurs, sectaires, à l'égal de l'extrême gauche. Marine le Pen n'a jamais condamné les positions de son père et de ses amis. Ses tentatives pour s'en détacher sont vaines : elles se heurtent à son père et à tous ceux qui lui rappellent douloureusement d'où elle vient et pourquoi elle est là.

Est-ce vraiment un parti ? Non ; c'est une PME familiale essentiellement attachée à faire fructifier son capital. Le destin de la France leur importe moins que la stabilisation de leur dynastie. Les Français ne s'y trompent pas : aux cantonales, le FN a obtenu très peu d'élus.

J'ai toujours combattu l'extrême droite car elle n'a jamais apporté dans notre histoire que le malheur et la honte, parce qu'elle incarne les traits les plus sombres de notre caractère et exalte nos passions les plus mauvaises. Je ne mets pas du tout PS et FN sur le même plan.

Il faut lutter contre le FN non pas en insultant ceux qui votent pour lui, mais en proposant une politique ambitieuse et réaliste.

XIX Le retour de la diplomatie

Nous avons cru que la démocratie allait s'imposer dans tous les peuples. J'ai la conviction que nul ne peut faire le chemin d'un peuple à sa place. Nous devons remettre au centre de nos conceptions la notion d'équilibre. Nous devons refaire de la diplomatie, c'est-à-dire parler à ceux qui ne nous ressemblent pas sans avoir la prétention de les transformer d'un coup à notre image. Les démocraties ont fait alliance avec Staline contre un régime pire que lui.

L'Etat islamique, Daech, est notre ennemi ; c'est aussi l'ennemi de nombreux pays de la région. Daech a décimé plus de 20 000 personnes en Syrie et en Irak où les scènes d'horreur sont quotidiennes. Ce serait une faute de ne pouvoir établir une alliance avec tous les peuples de cette région.

Les doctrinaires du nouveau califat ont juré notre perte. L'idée qu'il puisse exister des sociétés où les musulmans vivent en harmonie avec des chrétiens, des juifs et des gens sans religion ne leur inspire que mépris et détestation. C'est une faute morale de faire comme si les imperfections de notre société étaient les vrais responsables des attaques terroristes que nous subissons. C'est un défaut d'analyse. La montée de ce fléau, qui s'observe au Pakistan, en Afghanistan, qui frappe en Afrique et au Moyen-Orient ne peut être combattue que par une très large coalition.

La Turquie, les Etats du Golfe doivent sortir de leurs ambiguïtés. La rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran est un problème essentiel.

Il nous faut des moyens militaires. Ceux de la France sont devenus notoirement insuffisants. Il nous faut un effort accru en coopération avec l'Allemagne et le Royaume Uni avec lesquels nous construirons le noyau dur de la défense européenne.

XX Sauver les chrétiens d'Orient

Pour eux, aucun grand mouvement de solidarité, aucun rassemblement de chanteurs de variétés, aucun panneau sur la façade de l'Hôtel de ville de Paris. Ils sont une épine dans le talon de ceux qui sont en train de redessiner les frontières du Moyen-Orient pour y créer des Etats confessionnels homogènes. Une communauté de plusieurs millions d'hommes et de femmes qui sont au Moyen-Orient depuis plus de deux mille ans semble condamnée à s'éteindre progressivement.

Le Liban offrait un modèle. Nous ne pouvons que constater avec tristesse le déclin de ce modèle. La partition de son territoire est déjà une réalité, le Sud est chiite, le Nord est sunnite. L'élection du président fait l'objet de longs marchandages d'où les chrétiens sortent de plus en plus affaiblis. Un immense symbole. La France doit faire entendre son refus de ces évolutions et ne pas hésiter à s'allier avec les puissances qui détiennent une partie des solutions.

XXI Déjeuner avec le diable

J'ai rencontré Vladimir Poutine à plusieurs reprises, et j'ai trouvé ces échanges particulièrement intéressants. J'ai maintenu mes relations avec lui car, à mes yeux, l'avenir de l'Europe ne peut se dessiner sans la Russie. De Gaulle l'avait compris.

En voulant arracher l'Ukraine à l'influence russe, l'Europe a commis une faute historique qu'elle risque de payer au prix fort.

J'avais compris que l'immense humiliation que subissaient les scientifiques, les militaires, les fonctionnaires russes risquait de déboucher sur un brutal retour en arrière.

Poutine n'est pas un interlocuteur facile mais il tient tous ses engagements. En peu de temps, nous avons noué avec la Russie une relation de confiance : Renault, Alstom, Total ont investi en Russie ; des entreprises françaises ont construit l'autoroute Moscou Saint-Pétersbourg ; des équipementiers aéronautiques participent au projet de biréacteur Superjet 100.

Nous avons eu une très longue conversation en tête à tête en novembre 2011, au sujet de la Syrie. Je le conjurais de ne pas être le complice du massacre de son peuple par Bachar al Assad. L'argumentation de Poutine était simple. Les Américains ont échoué en Afghanistan ; ils ont plongé l'Irak dans le chaos ; ils ont lâché Moubarak en laissant la voie libre aux Frères musulmans. En Libye, ils ont prêté la main à l'exécution de Kadhafi qui ne peut déboucher que sur le retour des guerres tribales. En Syrie, s'ils font de même, ils repartiront en laissant la Russie face au chaos qu'ils auront créé. Lorsque je lui ai demandé d'offrir un asile sûr à B. al Assad, il m'a demandé pourquoi la France ne le recevrait pas. Puis il m'a dit qu'en Libye, la Russie avait donné son accord pour l'instauration d'une zone d'interdiction de survol aérien, pas pour le renversement du régime et encore moins pour la mise à mort de Kadhafi. Il me dit que la cache de Kadhafi avait été découverte par nos services et que le convoi qui devait le mettre à l'abri avait été détruit par nos avions.

Avec lui mieux vaut un accord qu'une position ambiguë.

Les dirigeants russes, comme les dirigeants chinois, craignent pour leur propre avenir. C'est une des raisons pour lesquels ils protègent le régime syrien.

Nous nous sommes trompés sur la Syrie. Nous sommes en partie responsables de l'irruption monstrueuse du prétendu Etat islamique. Nous avons fabriqué des Etats qui ne sont pas viables, nous avons aveuglé organisé le retour des mollahs en Iran, armé les moudjahidins ; nous avons été incapables d'apporter des solutions justes au conflit israélo-palestinien. La politique russe n'a pas été plus clairvoyante, qui se bornait à soutenir les régimes en place.

Sur l'Ukraine, l'accord qui avait été trouvé à Kiev par les ministres des affaires étrangères pour une sortie négociée de la crise fut rompu moins de quarante-huit heures après sa signature. De quoi renforcer la conviction de Poutine que les Européens n'ont pas de parole !

Le bilan de tout cela est désastreux. La Chine et la Russie se sont rapprochées, les Etats-Unis continuent d'exercer leur tutelle sur la politique étrangère européenne sans contrepartie.

Il aurait été plus utile de négocier avec la Russie notre approvisionnement en gaz. Or l'Allemagne d'un côté avec Nordstream, l'Italie de l'autre avec South Stream négocient directement avec la Russie . La décision émotionnelle d'Angela Merkel de renoncer au nucléaire a fait le reste. L'Europe est totalement divisée face à la Russie.

XXII Pour une Europe indépendante

Je plaide pour un souverainisme européen. Le projet européen est enlisé car il n'a plus d'objectifs stratégiques. Nos concurrents sont les pays émergents et les Etats-Unis. Nous avons réussi la paix mais nous n'avons pas relevé le défi de la puissance. Les Américains maintiennent leur emprise sur le destin du continent et sont même en train de l'accroître en s'appuyant sur le monopole que détiennent de fait leurs grandes firmes numériques.

En juin 2014, BNP-Paribas a été condamnée à une amende de 8,9 milliards de dollars. Le raisonnement juridique a quelque chose d'effarant. Les Etats-Unis s'arrogent un droit de regard sur toutes les transactions en dollar. Nous avons abandonné le franc, les Allemands le mark en espérant que la nouvelle monnaie pourrait concurrencer le dollar. Peine perdue !

A la suite de l'affaire BNP-Paribas, pour savoir comment faire de l'euro une véritable monnaie de règlement, j'ai consulté M. Camdessus, J.C. Junker, Benoît Coeuré (qui m'a rappelé que ce projet avait été évoqué lors de la préparation du G20 de Nice mais non retenu) puis je suis allé voir le ministre allemand des finances Wolfgang Schäuble. Je fus accueilli très aimablement. Il me répondit ceci : « Vous avez raison mais on ne peut pas aller contre les Américains parce que ce sont eux qui assurent notre sécurité ». Ainsi l'Allemagne ne s'est pas encore débarrassée de ses complexes historiques. Le service de renseignement allemand espionne Airbus pour le compte des Américains, la NSA peut se permettre d'écouter le portable d'A. Merkel. D'ailleurs, les Américains nous protègent-ils vraiment ?

Sur un autre sujet, j'ai pu mesurer l'intrusion américaine : le cas de la Grèce. Le nouveau gouvernement insulte l'Allemagne ; ses demandes sont refusées par l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, les Européens de l'Est. D'où Tsipras tient-il son étonnante assurance ? Un haut responsable du FMI m'a assuré que Barack Obama était intervenu auprès de la chancelière pour qu'elle ne soit pas trop dure. Il était important que la Grèce reste dans l'OTAN.

Comment construire cette indépendance européenne qui nous manque ?

D'abord en s'appuyant sur l'euro. Pour commencer, il faut une harmonisation fiscale : en cinq ans pour le taux et les bases de l'impôt sur les sociétés ; en dix ans sur l'ensemble de la fiscalité des entreprises. Pour cela il faudra un gouvernement économique de la zone euro. Il se réunira tous les mois au niveau des chefs d'Etat avec un secrétariat léger distinct de la Commission européenne. Il dialoguera avec la BCE sur la politique monétaire.

Si nous ne faisons rien, nous resterons sous la tutelle des Américains et nous serons surclassés par les Chinois.

La deuxième priorité d'une Europe indépendante devrait être l'énergie. La décision d'A. Merkel d'abandonner le nucléaire conduit tout droit à une catastrophe. Le solaire et l'éolien sont intermittents ; il faut conserver d'autres moyens de production au gaz ou au charbon. La dépendance que créent pour l'Europe ses achats massifs de gaz russe l'affaiblit dans ses négociations avec Moscou et l'expose à des mesures de rétorsion. Lors de la présidence française de l'Union européenne, en 2008, nous avons inscrit cette question de la coordination des politiques énergétiques à l'ordre du jour. Nous avons proposé que l'Europe prenne en charge la réalisation des gazoducs mais, en l'absence de volonté, du côté allemand notamment, cette idée n'a pu aboutir. L'inauguration du Nord Stream marque un échec cuisant pour l'Europe.

Troisième priorité : une politique d'indépendance européenne intérieure et extérieure. Le 11 janvier 2015, lorsque F. Hollande a invité les chefs d'Etat et de gouvernement de quarante pays, Angela Merkel a fait preuve de compassion mais sans jamais envisager d'engager ses forces dans un combat où les soldats français sont bien seuls. Il est temps que Berlin supporte aussi une part du fardeau de la défense des intérêts vitaux de l'Europe.

Les Etats-Unis sont nos alliés mais nous ne pouvons plus accepter leur domination monétaire, économique, diplomatique au prétexte qu'ils assurent notre sécurité. Cela vaut aussi pour **le numérique**. L'enjeu est stratégique. L'Europe doit mettre son potentiel technologique au service d'un vrai projet politique. Elle doit adopter des normes qui favorisent ses entreprises et ses chercheurs, défendre la neutralité d'Internet et contrer sur son sol la prééminence des majors européennes et bientôt chinoises. Obtenons l'équité de traitement fiscal entre les majors américaines du numérique et les entreprises européennes, l'harmonisation des fréquences et des objectifs de haut débit pour tous.

XXIII La révolution numérique

Internet s'est ouvert au public français en 1994 avec l'apparition des premiers fournisseurs d'accès. L'omniprésence d'Internet vingt ans plus tard était alors difficilement concevable. Les objets connectés, l'impression 3D, par exemple, vont au cours des prochaines années faire entrer cette révolution dans de nouvelles phases. Transports, eau, énergie, etc., la gestion des flux en général va atteindre un niveau de rationalisation, d'efficacité, de fluidité bien supérieur à ce que nous avons connu. La médecine va faire de nouveaux progrès. En février 2014, je visite une petite librairie qui s'appelait *Quartier latin*. Je me prépare à rencontrer un libraire qui souffre. « pas du tout, l'année a été excellente. J'ai vendu plusieurs

milliers de livres aux Etats-Unis, dans toutes les grandes universités ». Devant mon incrédulité, il ajoute : « un site Internet appelé *Quartier latin*, une bonne expertise en littérature française, et le tour est joué ! ». Internet est un formidable gisement de croissance. Cinq cent mille de nos PME sont encore déconnectées d'Internet. Nous avons des marges de croissance très importantes. Si la France rattrape son retard sur les cinq pays les plus performants (Corée du Sud, Royaume-Uni, Chine, Etats-Unis, Japon), nous pouvons tabler sur un gain de 70 milliards d'euros de PIB.

Il faut créer les conditions qui le permettent. Nous avons les ingénieurs, une tradition d'innovation, un patrimoine, une créativité artistique. Il nous faut lancer une politique du numérique.

Lutter contre toutes les formes d'exclusion ou de marginalisation numérique (géographiques, générationnelles, sociales). A peu près 20% de la population n'est pas connectée. Je souhaite l'extinction des réseaux de cuivre au profit de la fibre optique. A l'école, l'enseignement du numérique doit être généralisé avec des professeurs bien formés. Former des codeurs en alternance. Faire passer la moitié des manuels scolaires au digital.

L'Etat doit s'en saisir pour réduire ses dépenses et aller vers une administration « zéro papier ». Il doit réformer ses procédures d'achats publics pour éviter le saupoudrage et en faire un élément de sa politique du numérique, par exemple au moins 30% réservés aux PME, comme le Small business act américain.

L'un des grands enjeux est la maîtrise de milliards de données, le Big Data. Un enjeu immense du point de vue du commerce, du développement durable, des libertés publiques. Je veux créer un service public de l'Open Data. L'une des nouvelles fonctions de l'Etat sera de collecter l'information, de la traiter et de la mettre à la disposition de tous. L'Etat a un rôle de pilote à tenir, pas forcément d'opérateur.

Il faudra développer le capital risque au service des PME innovantes : orientation d'une partie de l'épargne vers des fonds spécialisés, intégration des notions de risques, généralisation du e-learning et des MOOC pour la formation professionnelle.

Il faut aussi parer les risques : notre société sera exposée à de nouvelles formes d'agression. L'Etat devrait investir dans une véritable force armée numérique.

Pour protéger la propriété intellectuelle, nous avons créé l'Hadopi par la loi du 12 juin 2009. La gauche s'y est opposée par réflexe ; F. Hollande avait dit dans sa campagne qu'il l'abrogerait ; n'en a rien fait mais ses messages contradictoires ont empêché toute action forte contre le piratage. Je préconise une action ferme sur les moteurs de recherche, les intermédiaires de paiement en ligne, les acteurs de publicité pour qu'ils adoptent des pratiques vertueuses.

Internet change la démocratie. Une démocratie « directe » reste à inventer. Mais déjà, derrière l'apparence de totale transparence, se dissimulent les pires manipulations et de sérieux dangers pour les libertés. On peut acheter des amis sur Facebook, payer pour être plus visible. Les sondages par Internet sont bidonnés (comme celui qu'avait commencé à faire J-F Copé, auquel j'ai rétorqué par des votes massifs en ma faveur ; nous avons été d'accord pour ne pas publier les résultats). Pour réguler cela, il faudrait donner de nouvelles missions au CSA ou créer un autre organisme spécialisé sur le numérique.

Internet est beaucoup plus qu'un nouvel objet, c'est une mutation dans l'étoffe du monde, qui affecte l'intégralité des objets, des actions, des pensées.

XXIV A quoi ressemblerait un gouvernement moderne ?

Ce qui est nouveau, c'est la crise de confiance permanente entre les Français et la classe politique.

Beaucoup des privilèges qu'on prête au politique sont imaginaires. Par exemple on aime la simplicité d'Angela Merkel, mais sans dire que les deux Airbus A340 à sa disposition coûtent beaucoup plus cher que notre seul A330 acheté d'occasion.

Il y a beaucoup trop de ministres : quinze suffiraient, dont les missions seront définies par une loi organique, pour ne pas en changer à chaque élection. Les services seront regroupés dans trois ou quatre pôles modernes.

Le nombre des parlementaires sera réduit mais leurs moyens en collaborateurs augmentés.

Il faut revoir les statuts des différentes fonctions publiques, qui sont un vrai sujet d'incompréhension entre les Français : pourquoi le service de l'Etat et des collectivités locales exige-t-il, systématiquement, la garantie de l'emploi à vie ? Le ministère qui a le plus de contrats à durée déterminée est un ministère régalien au sens pur, le ministère de la Défense. Comme ce qui a été fait avec France Télécom, je propose que les nouvelles embauches hors fonctions régaliennes se fassent hors statut de la fonction publique. Le choix des dirigeants des entreprises publiques se fera en fonction des compétences. Les psychodrames à

répétition autour du choix des dirigeants d'EDF ou d'AREVA témoignent d'un amateurisme de l'Etat dans la gestion des ressources humaines.

XXV : les trois mois qui changeront la France

Avec le mariage pour tous et la modification des rythmes scolaires F. Hollande a détourné l'attention vers des enjeux secondaires en faisant jouer les grandes orgues. Il n'a trompé personne et cela s'est traduit par un échec sur tous les plans, la méthode, la stratégie, les idées et l'histoire.

La rapidité doit reposer sur l'anticipation. Nous serons prêts.

- Un gouvernement peu étendu dont le noyau sera fait d'une dizaine de ministres. Ils auront déjà commencé à préparer leurs textes avant les élections.
- Tous les leviers mis à disposition par la Constitution seront utilisés : loi, ordonnances, référendum. Nous ferons vite ce que nous pouvons faire vite. D'autres sujets demandent le temps de la concertation.
- La durée légale du temps de travail sera abrogée ; dans le secteur public elle sera de 39 heures.
- L'âge de la retraite sera porté à 65 ans.
- Le code du travail sera réécrit pour être simplifié. Les seuils sociaux seront relevés.
- L'apprentissage sera étendu et valorisé. La fiscalité sera réformée pour favoriser l'investissement. La prestation sociale unique individualisée sera instaurée.

Peu après viendront :

- La réunification des régimes de retraite publics et privés
- La dégressivité de l'assurance chômage avec obligation d'offrir une formation aux demandeurs d'emploi.

Mi septembre, par référendum :

l'immigration : une politique par quotas votés chaque année par le Parlement

l'organisation politique : passer de quatre à deux échelons territoriaux ; fusion des départements dans les régions, qui retrouveront le périmètre qu'elles avaient avant la réforme de 2015, et fusion des communes dans les communautés de communes ou d'agglomération.

Réduction du nombre de parlementaires.

A la fin du mois de septembre, nous aurons commencé à relancer notre économie, à faire de l'immigration un objet de raison et non de passion, à renouer un lien de confiance entre les citoyens et la politique.

Nous vivons des temps difficiles. Nous ne les surmonterons qu'en gardant intacte notre ambition de hisser la France vers le meilleur d'elle-même.

Je veux que la France soit forte, prospère, indépendante. Et pour cela j'utilise les moyens du bord. De l'argent public, nous n'en avons plus. Que reste-t-il ? La liberté ! Ouvrons les portes de la liberté et le souffle du progrès nous portera.